

## La BCE renforce les mesures d'assouplissement de sa politique monétaire

Lors de sa réunion du 4 septembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a adopté deux séries de mesures visant à lutter contre la faible inflation et soutenir l'activité économique de la zone euro. D'une part, une nouvelle baisse des taux directeurs : le taux des opérations principales de refinancement est abaissé de 10 points de base, à 0,05 % ; le taux de la facilité de prêt marginal est abaissé de 10 points de base, à 0,30 % et le taux de la facilité de dépôt est abaissé de 10 points de base, à -0,20 %. D'autre part, le lancement de deux programmes d'achat d'actifs du secteur privé non financier : un programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset-backed securities - ABS) et un programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bonds). Les interventions au titre de ces programmes débuteront en octobre 2014. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « Les mesures nouvellement décidées, ainsi que les opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui seront conduites dans deux semaines, auront une incidence notable sur le bilan de la BCE. Elles viennent s'ajouter à l'arsenal des mesures de politique monétaire prises ces derniers mois (...) Dans notre analyse, nous avons pris en compte les perspectives d'inflation globalement faibles, l'essoufflement récent de la dynamique de croissance de la zone euro et la persistance d'évolutions atones de la monnaie et du crédit (...) À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2 %. (...) S'il devenait nécessaire d'accentuer notre réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

La déclaration introductive de Mario Draghi : [https://www.banque-france.fr/fileadmin/user\\_upload/banque\\_de\\_france/Eurosysteme\\_et\\_international/cp-bce-declaration-introductive-septembre-2014.pdf](https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-declaration-introductive-septembre-2014.pdf)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 - Commission

Elle a été présentée hier par son président Jean-Claude Juncker. L'ancien ministre français Pierre Moscovici est nommé Commissaire européen aux Affaires économiques et financières :

[http://europa.eu/rapid/press-release\\_IP-14-984\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_IP-14-984_fr.htm)

#### 2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en juillet 2014, stable comparé à juin 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % de juillet 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,2 % en juillet 2014, également stable comparé à juin 2014, mais en baisse par rapport au taux de 10,9 % de juillet 2013. Eurostat estime qu'en juillet 2014, 24,850 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,409 millions dans la zone euro. Par rapport à juin 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 41 000 dans l'UE28 et est quasiment resté stable dans la zone euro. Comparé à juillet 2013, le chômage a baissé de 1,634 million de personnes dans l'UE28 et de 725 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Allemagne et en Autriche (4,9 % chacun), et les plus élevés en Grèce (27,2 % en mai 2014) et en Espagne (24,5 %).

### Paiement sans contact

#### Développement de la sécurité

Les paiements par mobile ou sans contact ne représentent qu'une part minime des transactions mondiales. Plusieurs opérateurs télécoms et bancaires, ou issus par exemple de la grande distribution, ont commencé à développer des systèmes comportant une sécurité renforcée ce qui laisse entrevoir une forte concurrence dans ce secteur pour les mois à venir.

### Actualités législatives

#### Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2014-947 du 20 août 2014 relative au taux de l'intérêt légal :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029391527&dateTexte=&categorieLien=id>

# ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Indicateur du climat des affaires : légère amélioration au 2<sup>e</sup> trimestre

L'IEDOM a publié son bulletin trimestriel de conjoncture, Tendances conjoncturelles, qui fait apparaître un indicateur du climat des affaires (ICA) en légère amélioration au deuxième trimestre, toutefois en deçà de sa moyenne de longue période (-2,9 points). Parallèlement, les intentions d'investissement à un an des chefs d'entreprise progressent, même si elles demeurent globalement dégradées. En revanche, dans la plupart des secteurs, l'activité est en repli.

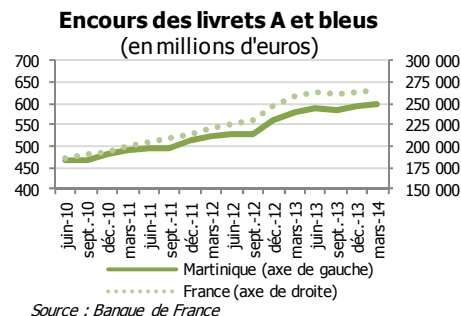
Tendances conjoncturelles est disponible sur le site de l'[IEDOM](#).

## Epargne réglementée : baisse du taux du livret A à compter du 1<sup>er</sup> août 2014

En lien avec le niveau faible de l'inflation, le taux de rémunération du livret A diminue, passant de 1,25 % à 1,00 % au 1<sup>er</sup> août 2014.

L'épargne réglementée reste une forme de placement attractive en Martinique. En effet, au 31 décembre 2013, le nombre de comptes et de livrets d'épargne est stable (672 109 soit -0,1 % sur un an) alors que leur montant progresse (1,52 milliards d'euros soit +4,0 % sur un an).

Enfin, le montant des encours du livret A et du livret bleu s'élève à 629,0 millions d'euros au 30 juin 2014 (+1,8 % sur le trimestre et +3,6 % sur un an).



## Monnaie fiduciaire : augmentation du nombre de billets au 2<sup>e</sup> trimestre

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2014, le volume de billets en circulation est orienté à la hausse (22,1 millions de billets soit +1,1 % sur le trimestre et +4,6 % sur un an). En montant, les billets en circulation représentent 912,9 millions d'euros (+1,6 % sur le trimestre et +5,7 % sur un an). La coupure de 50 euros est prédominante, représentant 55,4 % du volume et 67,2 % de la valeur de l'émission fiduciaire.

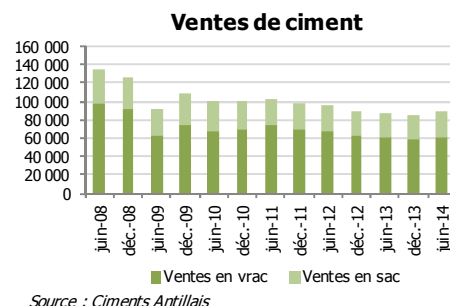
A noter que le nouveau billet de 10 euros de la série "Europe" sera mis en circulation à partir du 23 septembre 2014.

# BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

## BTP : résultats mitigés dans le secteur au 1<sup>er</sup> semestre

Au cours des six premiers mois de l'année, les ventes totales de ciment s'élèvent à 88 853 tonnes, en progression tant sur le semestre (+5,4 %) que sur un an (+2,2 %). Dans le détail, les ventes en vrac, généralement destinées aux grands chantiers, s'établissent à 62 007 tonnes (soit +5,9 % sur le semestre et +2,7 % sur un an), alors que les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, se situent à 26 845 tonnes (soit +4,4 % sur le semestre et +1,2 % sur un an).

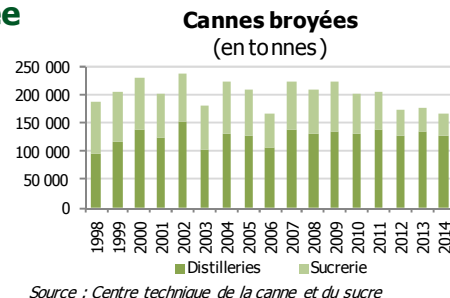
Parallèlement, le nombre de permis de construire est en repli. Seuls 1 782 permis ont été délivrés au 1<sup>er</sup> semestre 2014 (-12,0 % sur le semestre et -3,2 % sur un an). Dans le détail, 1 080 permis ont été octroyés pour des logements collectifs (-17,3 % sur le semestre et +2,2 % sur un an) et 702 pour des logements individuels (-2,5 % sur le semestre et -10,5 % sur un an). Par ailleurs, les attestations de conformité électrique atteignent 1 445 (+23,2 % sur le semestre et -15,2 % sur un an).



## Campagne cannière : baisse du volume de canne broyée

La campagne cannière 2014 s'est achevée en Martinique. Le volume de canne broyée s'élève à 166 887 tonnes (soit -6,2 % sur un an), ce qui représente moins d'un tiers du volume de la Guadeloupe continentale.

La quantité de canne dévolue à la production de rhum est orientée à la baisse (127 222 tonnes soit -5,8 % sur un an) : elle représente 76,2 % de la canne utilisée par la filière canne-sucre-rhum (+0,3 point en 2014). Le volume de canne destinée à la production de sucre est également en retrait (39 665 tonnes soit -7,5 % sur un an) et représente 23,8 % de la canne utilisée par la filière (-0,3 point en 2014).



## Visite de Mme ROYAL et de Mme PAU-LANGEVIN : accord pour la centrale Galion II

Du 30 août au 2 septembre, Ségolène ROYAL, ministre de l'Ecologie, du Développement de l'Energie et George PAU-LANGEVIN, ministre des Outre-mer, étaient en visite en Martinique. Cette visite était principalement orientée vers les sujets écologiques : transition énergétique, gestion des déchets, fin de l'épandage aérien, protection de l'environnement et développement durable.

Le 1<sup>er</sup> septembre, l'Etat et la Région ont signé une déclaration d'intention visant à accélérer la transition énergétique sur l'île. Lors de son déplacement, la ministre de l'Ecologie a fait part de la décision de la Commission de régulation de l'Energie en faveur du projet Galion II (centrale de cogénération bagasse-biomasse porté par la société Albioma). La centrale devrait être fonctionnelle en 2016, utilisant 90 % de biomasse importée, pour une capacité de 36,5 MW.

## Hypermarchés : baisse du chiffre d'affaires au 1<sup>er</sup> semestre

Le chiffre d'affaires des hypermarchés s'élève à 134 millions d'euros pour les six premiers mois de l'année 2014, en recul de 8,9 % sur le semestre, mais en progression de 5,3 % sur un an.

## Fabrice RIGOULET-ROZE, nouveau préfet de la Martinique

Nommé lors du conseil des ministres du 31 juillet dernier, Fabrice RIGOULET-ROZE, jusqu'alors directeur du cabinet du ministre des Outre-mer, a pris officiellement ses fonctions de préfet de la Martinique le mercredi 27 août 2014.

## AMPI, Pôle emploi, Martinique 1<sup>ère</sup> : nouveaux dirigeants

Le 17 juillet, Hervé TOUSSAY a été élu président de l'Association martiniquaise pour la promotion de l'industrie (AMPI), succédant à Pierre MARIE-JOSEPH, président de l'AMPI depuis 2002.

Antoine DENARA est nommé Directeur Régional de Pôle emploi Martinique, succédant à Martine CHONG-WA NUMERIC et Augustin HOAREAU succède à Jean-Philippe PASCAL comme directeur de Martinique 1<sup>ère</sup> du groupe France télévisions. Ils ont pris leurs fonctions le 1<sup>er</sup> septembre.

## ACTUALITÉS RÉGIONALES

### Commerce régional : 13,0 % des exports et 13,2 % des imports au 1<sup>er</sup> semestre

Au 1<sup>er</sup> semestre 2014, les exportations à destination des pays de la région (Amériques et Caraïbe, hors DFA) représentent 13,0 % de la valeur totale des exportations martiniquaises, soit 35,2 millions d'euros. Cette part, en nette progression sur un an (+11,1 points), est en lien avec l'arrêt technique de la SARA en 2013. Dans le détail, les principaux destinataires sont l'Amérique du Nord et la Caraïbe avec respectivement 10,6 % et 2,3 % de la valeur des exportations de l'île (soit 28,9 et 6,3 millions d'euros).

Les importations en provenance des pays de la région représentent 13,2 % de la valeur totale des importations de l'île, soit 170,6 millions d'euros. Cette part est en net recul sur un an (-9,9 points). Les principales régions d'origine sont l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud avec respectivement 8,9 % et 1,5 % de la valeur des importations martiniquaises (soit 115,1 et 27,6 millions d'euros).

Hors produits pétroliers, les exportations vers les pays de la région représentent 2,5 % de la valeur totale des exportations (soit 2,4 millions d'euros), en retrait de 1,8 point sur le semestre et en hausse de 0,9 point sur un an. Dans le détail, il s'agit de produits industriels, de matériels de transports et de produits agro-alimentaires. De même, les importations hors produits pétroliers en provenance de la région représentent 5,1 % de la valeur totale des importations (soit 47,3 millions d'euros), en recul respectif de 0,1 point sur le semestre et de 0,2 point sur un an. Dans le détail, il s'agit essentiellement de produits industriels puis, dans une moindre mesure, de produits d'équipements et de produits agricoles.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juin 2014	130,7	0,0 %	+0,9 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juin 2014	43 636	-0,6 %	-1,1 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juin 2014	21 327	-0,6 %	+0,2 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2014	42 820	+2,1 %	+23,4 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2014	181,0	-5,5 %	-1,4 %
	Hors produits pétroliers	- juin 2014	150,9	+3,4 %	+7,8 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2014	29,3	-34,7 %	+37,8 %
	Hors produits pétroliers	- juin 2014	16,7	+2,2 %	-14,1 %
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- juin 2014	16,2 %		+3,0 pts
	Hors produits pétroliers	- juin 2014	11,1 %		-2,4 pts
<b>Grandes surfaces</b> (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- juin 2014	43,9	-9,5 %	+2,0 %
		- cumul annuel	275,3		+5,2 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juin 2014	16 598	0,0 %	-3,9 %
	Retraits de cartes bancaires	- juin 2014	4 829	+1,4 %	-3,4 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2014	110 812	-6,4 %	+2,2 %
		- cumul annuel	853 450		+4,3 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2014	0		
		- cumul annuel	137 675		+87,9 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2014	16 269	+10,0 %	+13,2 %
		- cumul annuel	91 142		+4,9 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juillet 2014	1 041	+32,6 %	+11,3 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juillet 2014	132	-40,0 %	+10,0 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		6 543		+2,8 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

\* hors prime d'Etat

Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Mai	Juin	Juillet	août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,2564%	0,0775%	0,1770%	0,1010%	0,0670%	0,1630%	0,2640%	0,4340%

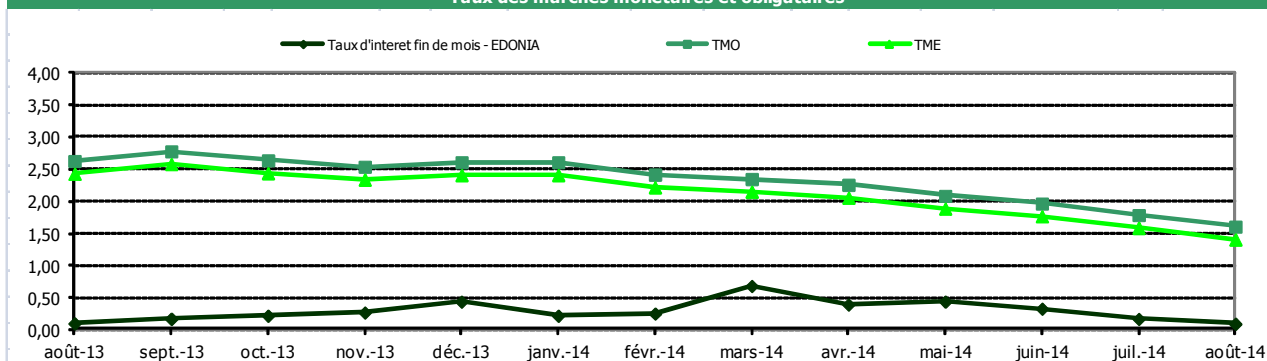
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mai	Juin	Juillet	août	Mai	Juin	Juillet	août
1,89%	1,77%	1,59%	1,41%	2,09%	1,97%	1,79%	1,61%

## Taux de l'usure (seuils applicables au 1<sup>er</sup> juillet 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,11%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,83%
Prêts à taux variable	4,71%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,91%
Prêts-relais	5,27%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,71%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,33%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,35%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,07%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,81%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,79%	Découverts en compte (1)	13,33%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

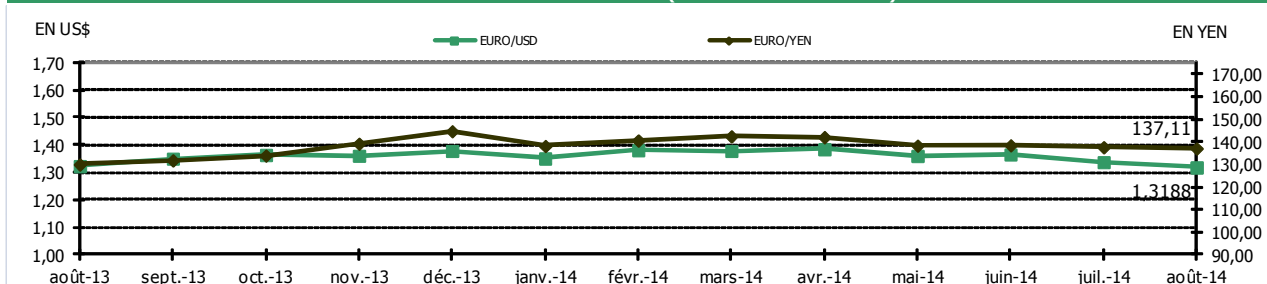
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3188	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,0190	EURO/SRD (Surinam)	4,3334
EURO/JPY (Japon)	137,1100	EURO/BWP (Botswana)	11,6881	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3505
EURO/CAD (Canada)	1,4314	EURO/SCR (Seychelles)	17,0538	EURO/DOP (Rép. Dom.)	56,991
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7953	EURO/MUR (Maurice)	40,5437	EURO/BBD (La Barbade)	2,6263
EURO/SGD (Singapour)	1,6456	EURO/BRL (Brésil)	2,9600	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,3324
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,2208	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,2625	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3368,2436	EURO/XCD (Dominique)	3,5455	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	